

Commission centrale permanente [20 juillet 1949] (p. 4889, 4890); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Ouverture de 408 milliards de crédits pour les investissements* [28 décembre 1949] (p. 7477); *Son amendement tendant à augmenter de 5 milliards les crédits pour les prêts aux jeunes ménages* (p. 7490); — des interpellations sur les prix agricoles : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* [24 février 1950] (p. 1489, 1490). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation de Mme Dien lors de la manifestation de Saint-Pierre-des-Corps [11 mai 1950] (p. 3545). — Est entendue sur les propositions de la conférence des présidents (*Discussion de son interpellation sur la condamnation de Mme Dien*) [13 juin 1950] (p. 4702, 4703); *Discussion des interpellations sur l'arrestation de militants communistes* [18 juillet 1950] (p. 5552). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1950] (p. 6198, 6199, 6200, 6201); Proposition de loi portant exonération de cotisations; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delachenal tendant à exonérer de toute cotisation les exploitants de terres ayant un revenu cadastral inférieur à 500 francs* (p. 6213); Proposition de loi modifiant le régime des allocations familiales agricoles; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Perdon tendant à ramener au 1^{er} avril 1950 la date de la prise en considération de la nouvelle base de calcul des prestations* (p. 6215); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 100 francs* (p. 6217); Art. 5 : *Amendement de M. Delachenal tendant à exonérer les vieillards de plus de 65 ans ayant un revenu cadastral inférieur à 500 francs* (p. 6222); Projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 10 : *Possibilité pour les caisses d'accorder ou de refuser les exonérations* [31 juillet 1950] (p. 6275, 6276); *Son amendement tendant à accorder un abattement de 30 0/0 aux exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 francs* (p. 6278); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Proposition de loi relative aux allocations familiales agricoles; en qualité de *Rapporteur* [4 août 1950] (p. 6725); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article majorant de 5 francs par*

hectolitre le droit de circulation sur le vin [4 août 1950] (p. 6642, 6643); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture : *Son amendement tendant à ne pas permettre au Trésor de retenir la ristourne en cas de non-paiement des impôts* [4 août 1950] (p. 6689, 6690); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations familiales agricoles* [26 décembre 1950] (p. 9617, 9618); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1^{er} : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* [8 février 1951] (p. 922); *Son amendement tendant à majorer les allocations familiales versées aux exploitants agricoles* (p. 931); *Son amendement tendant à fixer le salaire de base pour le calcul des allocations familiales à 12.000 francs* (p. 931); *Amendement de M. Rochet tendant à rétablir la prime de salaire unique pour les fils d'exploitants* (p. 932); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 9 : *Amendement de M. Pouyet relatif aux dommages-intérêts en cas de reprise frauduleuse* [6 avril 1951] (p. 2859); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à assimiler les prestations familiales agricoles aux prestations familiales des salariés* [10 mai 1951] (p. 4985, 4986); *Son amendement tendant à fixer à 15.000 francs par mois le salaire de base pour le calcul des prestations familiales* (p. 4987); *Son amendement tendant à calculer les allocations sur un salaire de base de 12.000 francs par mois* (p. 4992, 4993); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la surveillance de l'emploi des allocations* [16 mai 1951] (p. 5277); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à fixer la cotisation à 48 0/0 du revenu imposable à la contribution foncière* [22 mai 1951] (p. 5725).

BOUTAVANT (M. Rémy), Député de Saône-et-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 dé-

cembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276) ; de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484).

Dépôts :

Le 13 mars 1947, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi ayant pour objet la ratification du décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946 relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, n° 912. — Le 3 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Dagain tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales aux agents de l'Etat tributaires, pour leur retraite, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, n° 1555. — Le 22 décembre 1947, une proposition de loi tendant à porter l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés au taux unique de 25.000 francs par an (avec abattements correspondant à ceux des zones de salaires), n° 2969. — Le 27 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Boutavant tendant à porter l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés au taux unique de 25.000 francs par an (avec abattements correspondant à ceux des zones de salaires), n° 3017. — Le 27 avril 1948, une proposition de loi tendant à porter le taux de l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés à 36.000 francs par an avec unification des zones, n° 4037. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires en vue d'accorder, à compter du 1^{er} juillet 1948, aux vieux travailleurs anciens salariés et aux économiquement faibles une augmentation du taux de leurs allocations,

n° 5453. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie, n° 6477. — Le 22 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6841. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7238) concernant M. Marcel Cachin, n° 7493. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7237) concernant M. Marcel Cachin, n° 7494. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7236) concernant M. Marcel Cachin, n° 7495. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de loi tendant à améliorer le service des pensions d'invalidité aux assurés sociaux et à simplifier le mode de calcul de ces dernières, n° 7716. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux titulaires d'une pension de vieillesse reconnus inaptes, le bénéfice de la majoration pour tierce personne quel que soit l'âge auquel ils la sollicitent, n° 7957. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi tendant au paiement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, n° 8617. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux déposants de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler, n° 11289. — Le 30 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour éviter tout licenciement de personnel et assurer la continuation de l'exploitation aux établissements de la

Société minière des schistes bitumineux d'Autun-les-Thélots (Saône-et-Loire), n° 11823.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 326); — de la proposition de loi relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale : *Discussion générale* [27 février 1947] (p. 506); — de l'interpellation de M. Pierre André sur les attributions du Ministre de la Défense nationale à la suite du décret n° 47-256 du 7 février 1947 et ses répercussions sur le moral des troupes qui se battent en Indochine [11 mars 1947] (p. 807); — du projet de loi relatif au régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale* : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1167, 1169, 1172); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [4 juillet 1947] (p. 2733, 2734). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Cardonne, *Conseiller de la République*, concernant l'indemnisation des travailleurs chômeant par suite de la fermeture de la frontière franco-espagnole : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4100); — d'une proposition de loi de M. Jules-Julien concernant les accidents du travail et maladies professionnelles : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4101). — Prend part à la discussion de sa proposition de loi relative à l'augmentation de l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés, en qualité de *Rapporteur* [29 décembre 1947] (p. 6436, 6437); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à modifier le taux de l'allocation principale* [29 décembre 1947] (p. 6438); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à modifier la base de calcul des allocations familiales dans la Seine* [6 février 1948] (p. 467, 468); — de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse; Art. 3 : *Son amendement tendant à porter à 36.000 francs*

l'allocation aux vieux travailleurs [16 juillet 1948] (p. 4684, 4685, 4686); *Son amendement tendant à porter à 29.000 francs au moins l'allocation aux vieux travailleurs dans toutes les zones de salaires* (p. 4687); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : Chap. 410 : *Acompte sur la retraite des vieux* [28 juillet 1948] (p. 4976); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'intérieur; Article unique : *Amendement de M. Fierrez tendant à afficher la liste des bénéficiaires de cette loi* [9 décembre 1948] (p. 7462, 7463). — Est entendu pour un fait personnel : *Sa réponse aux accusations de M. Devemy, sa conduite pendant sa captivité, les raisons pour lesquelles M. Devemy a dû quitter la Direction de la Fédération des déportés* [16 décembre 1948] (p. 7621, 7623). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débats sur l'allocation aux vieux travailleurs*) [27 janvier 1949] (p. 194). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs : *Discussion générale* [4 février 1949] (p. 344); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter l'allocation à 45.000 francs par an* (p. 349, 350); — du projet de loi modifiant le Code du travail; Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Absence du quorum nécessaire pour le vote)* [18 février 1949] (p. 714); *Son amendement tendant à ne prévoir qu'un tour de scrutin* (p. 715); *Son rappel au règlement (Absence du quorum)* (p. 716); Art. 9 : *Son amendement tendant à préciser les circonscriptions dans lesquelles la loi est applicable* (p. 720); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'éducation nationale : *Discussion générale* [1^{er} avril 1949] (p. 1984); — des conclusions d'un rapport sur la demande en autorisation de poursuite contre M. Georges Morand : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3272, 3273); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}, Etat A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 9069 : *Centres d'apprentissage* [4 juillet 1949] (p. 4160, 4161); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Son amendement à l'ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier tendant à harmoniser les rapports de la mutualité et du corps médical* [13 juillet 1949] (p. 4716); —

du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale : *Discussion générale* [13 juillet 1949] (p. 4729); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [22 décembre 1949] (p. 7132); Art. 2 : *Création d'emplois à la Cour des comptes* (p. 7135, 7136) : *Son amendement tendant à supprimer sept emplois de conseiller de 2^e classe* (p. 7136); *Son amendement tendant à supprimer cinq emplois de sténos-dactylos* (p. 7137); — d'une proposition de loi portant renforcement du contrôle de la sécurité sociale : *Discussion générale* [13 juillet 1949] (p. 4737, 4738). — Pose une question à M. le Ministre de la Reconstruction relative à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés frappant certains petits salariés épargnants, notamment au Creusot [9 décembre 1949] (p. 6738). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles; Art. 1^{er} : *Demande de renvoi à la Commission de l'ensemble de la proposition de loi présentée par le Gouvernement* [14 décembre 1949] (p. 6866, 6867); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} (Art. 31 J du Code du travail) : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa prévoyant l'exclusion du bénéfice de l'extension de certaines clauses* [3 janvier 1950] (p. 65); (Art. 31 L) : *Son amendement tendant à supprimer la référence au deuxième alinéa de l'article 54 N* [4 janvier 1950] (p. 82); *le retire* (p. 83); (Art. 31 N) : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la non-extension de certaines clauses par le Ministre du Travail* (p. 82); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter à 55.000 francs par an le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [20 janvier 1950] (p. 429); *Son amendement tendant à porter à 48.000 francs par an cette allocation* (p. 430, 431); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : *Formation professionnelle accélérée* [5 juin 1950] (p. 4283, 4284); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Son rappel au règlement (Droit à la parole des députés communistes)* [19 avril 1951] (p. 3546); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour frais de résiliation de contrats (p. 3553); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1410 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires élémentaires (Congés de maladie)* [21 avril 1951] (p. 3732); Chap. 1520 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements d'enseignement technique (Surveillants de l'école des arts et métiers)* (p. 3741).

BOUVIER (M. Xavier), Député de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [15 janvier 1947] (p. 5); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 septembre 1948] (p. 6732 et 6733), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 28 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire reprendre la fabrication des médailles de la famille française et à en faciliter l'acquisition, n° 1499. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la situation de famille des déposants des billets de 5 000 francs de la Banque de France en ce qui concerne le remboursement des dits billets, n° 3351. — Le 17 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer, par mesure d'économie, l'affichage des discours officiels, n° 5488. — Le 22 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 1^{er} D de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1955 modifiant